



Déclaration liminaire de la CGT au CSA de la DDTM de la Vendée du 25 mars 2026

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les membres de la F3SCT,

Les épisodes de fortes chaleurs, désormais bien au-dessus des normales de saison, ne peuvent plus être considérés comme des événements exceptionnels. Ils s'inscrivent dans une évolution durable du climat. La prévention ne peut donc plus se limiter à la seule gestion de l'urgence.

La CGT demande que les changements climatiques soient pleinement intégrés dans la prévention des risques professionnels. Cela passe notamment par une mise à jour du Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP), mais aussi par une adaptation réelle des bâtiments aux épisodes de canicule, dont la fréquence, la durée et l'intensité augmentent d'année en année.

Les agents ne subissent pas les fortes chaleurs uniquement sur leur lieu de travail. Ils les subissent également à leur domicile. Or, chacun ne dispose pas d'un logement suffisamment isolé, ni de la possibilité d'installer ou d'utiliser un système de climatisation. Les nuits deviennent difficiles, le sommeil est perturbé, la récupération est insuffisante et la santé physique comme psychique s'en trouve affectée.

Cette réalité est aggravée par une situation sociale de plus en plus préoccupante.

De nombreux agents rencontrent aujourd'hui de réelles difficultés financières. La suppression de la GIPA l'an dernier, l'absence de revalorisation des grilles indiciaires et le décrochage persistant du point d'indice face à l'inflation ont fortement dégradé leur pouvoir d'achat.

À cela s'ajoute la hausse du coût des carburants depuis le mois de mars, alors qu'ils étaient déjà à un niveau élevé. Utiliser son véhicule personnel devient un luxe pour nombre d'agents, d'autant que le coût des réparations et de l'entretien ne cesse lui aussi d'augmenter.

Les arbitrages budgétaires deviennent de plus en plus douloureux : les réfrigérateurs se remplissent de produits alimentaires de moindre qualité, les

projets de vacances sont revus à la baisse, et les dépenses nécessaires pour améliorer l'isolation des logements ou se protéger des fortes chaleurs deviennent inaccessibles pour beaucoup.

Pour certains, travailler ne suffit plus à vivre dignement. Travailler pour survivre devient une réalité.

Oui, la fracture sociale existe aussi au sein de notre DDTM.

Cette précarisation a des conséquences directes sur la santé des agents. Les effets cumulés de la chaleur, du manque de sommeil, des difficultés financières et des inquiétudes du quotidien pèsent lourdement sur leur état physique et psychique. Chacun réagit différemment, mais personne n'est épargné. Les conditions de travail, la sécurité et l'efficacité professionnelle en sont inévitablement affectées.

Dans ce contexte, entendre que la réponse aux difficultés des Français se résumerait à « boire un litre et demi d'eau par jour » apparaît bien éloigné de la réalité vécue par les agents. L'eau est indispensable, bien sûr. Mais elle ne remplace ni une véritable politique de prévention des risques liés au changement climatique, ni une politique salariale permettant aux agents de vivre dignement de leur travail.

La CGT attend de notre administration qu'elle prenne pleinement la mesure de ces enjeux.